

La Roumanie, l'autre pays de la Shoah

Reportage

Grâce au travail de la commission Elie Wiesel, la Roumanie prend conscience, petit à petit, qu'elle a joué un rôle important dans le génocide des juifs durant la Seconde Guerre Mondiale.

La Croix 27 janvier 2007

p.23

Dans les couloirs de la faculté d'Histoire de Bucarest, Diana et Alexandra, 19 ans toutes les deux, parlent musique, cinéma, sorties, comme toutes les adolescentes du monde. Qu'on leur demande si elles ont entendu parler du « rapport Wiesel » et elles font « non » de la tête. Ces étudiantes qui se destinent à devenir professeurs d'histoire ne savent rien de la commission d'historiens, créée en 2004 à la demande du président roumain, et qui, sous la direction du prix Nobel de la paix, Elie Wiesel, a jeté pour la première fois une lumière crue sur la réalité de la Shoah en Roumanie.

Le rapport final de cette commission, publié en novembre 2004, constitue en effet un document accablant. Sur 416 pages, il détaille la mécanique par laquelle le régime du général Antonescu a organisé durant la Seconde Guerre mondiale, la discrimination systématique des juifs; comment ils ont été privés de leurs emplois, de leurs biens, de leur liberté comment une partie d'entre eux a été victime de pogroms suscités par les autorités; comment un grand nombre de juifs ont été déportés dans des « trains de la mort », roulant jusqu'à l'épuisement fatal des passagers; comment d'autres ont été massacrés.

Le rapport estime entre 280000 et 380000 le nombre de juifs victimes en Roumanie et dans les territoires sous le contrôle des autorités roumaines. Mais il fait plus que révéler les chiffres: il pointe pour la première fois la responsabilité directe de l'administration de l'époque. « *Les autorités roumaines ont été les principales organisatrices, à la fois dans sa planification et sa mise en œuvre* », indique de façon claire le compte rendu du rapport publié sur le site de la présidence roumaine. Et le texte se réfère aux travaux de l'historien américain Raul Hilberg pour constater qu' *aucun autre pays que la Roumanie, à part l'Allemagne, n'a été impliqué à une telle échelle dans des massacres de juifs* ».

Terrible conclusion. Mais qui n'est pas encore arrivée aux oreilles de Diana et Alexandra. Le génocide des juifs durant la Seconde Guerre mondiale, elles en ont entendu parler au lycée, le temps d'une leçon d'une heure. « *Et combien marquant de juifs roumains ont-ils été tués? - Heuh.. environ 6000* », tente Diana, rougissant comme devant un professeur. « *Non, moins* », modère sa copine. « *-Et qui les a tués? - Les Allemands, bien sûr!* », disent-elles en chœur.

L'expérience est significative de l'attitude de l'ensemble de la société roumaine vis-à-vis de son passé. Le régime communiste a en effet entretenu la population dans la conviction qu'elle était du bon côté. Arguant du fait que la Roumanie a refusé de livrer ses juifs à l'Allemagne, la propagande a longtemps affirmé que le régime s'était bien conduit, occultant soigneusement les pages les plus noires: le pogrom de Iasi, en juin 1941 au cours duquel 14850 juifs ont été tués sur les 45000 que comptait la ville; le massacre systématique des juifs de Bessarabie et de tous les territoires récupérés sur l'Union soviétique après 1941; la déportation vers la Transnistrie; le concours apporté aux groupes d'extermination allemands qui ont marché vers Odessa.

Tandis que, d'une main, le régime Antonescu protégeait les juifs roumains des griffes nazies, de l'autre, il menait lui-même le travail d'extermination en commençant par la population juive des territoires ex-soviétiques accusée de collaboration avec l'ennemi. Cette face est longtemps restée dans l'ombre.

Après la chute du régime communiste, de nombreux maires ont créé des rues au nom d'Antonescu. En 2001, une ordonnance d'urgence a pénalisé les propos négationnistes, interdisant du même coup la représentation d'Antonescu dans des lieux publics. « *Mais dans l'église qui est à deux pas d'ici, on trouve toujours un portrait de lui. J'ai écrit au ministère de la culture. On m'a répondu*

.....
qu'une église n'est pas un lieu public et que l'administration ne pouvait intervenir... », déplore George Voicu.

Historien, il fut membre de la commission Wiesel. Il dirige le département recherches de l'Institut d'étude de la Shoah. Cet institut a été créé en 2005 à la suite du rapport Wiesel pour approfondir le travail historique sur cette période. Huit chercheurs y travaillent aujourd'hui. L'institut conduit des conférences. Il a publié un manuel scolaire utilisé dans les écoles pour des cours facultatif proposés aux lycéens.

Les sondages attestent qu'en Roumanie, l'antisémitisme est aujourd'hui jugé comme honteux: Mais la participation des autorités roumaines de l'époque au génocide demeure un thème ultrasensible. Lors d'une soirée télévisée où les spectateurs devaient voter pour élire les 10 Roumains les plus importants, le général Antonescu a été classé sixième. Au centre d'histoire juive de Bucarest, Anca, une jeune chercheuse, montre une série de livres aux titres explicites: *La Shoah a-t-elle vraiment existé?* de Radu Theodoru, publié en 2003, *La situation des juifs en Roumanie de 1939 à 1941* du lieutenant Dutchu, publié en 2001... À Bucarest, impossible de trouver dans une librairie un exemplaire du rapport Wiesel. En revanche, les livres négationnistes, bien qu'interdits, circulent facilement.

Se conformant aux recommandations du rapport, les autorités roumaines ont créé depuis deux ans une journée de commémoration le 9 octobre, jour anniversaire du début de la déportation des juifs roumains vers la Transnistrie. Un monument commémoratif est en train d'être érigé à Bucarest. Mais dans le même temps, un professeur d'université peut publier sans être sanctionné un article dans le journal de *Romania Mare*, le parti d'extrême droite, pour nier la réalité de ce génocide. Et des nostalgiques du mouvement légionnaire peuvent se réunir à Bucarest, dans un club d'étudiants, vêtus des chemises vertes de la Seconde Guerre mondiale, sans que leur association ne soit dissoute.

«Le travail de mise au jour du passé n'est que le résultat des pressions américaines et européennes, au moment de l'entrée dans l'Union européenne de la Roumanie. Mais fondamentalement, les choses changent peu», déplore Bruno Cogez. Enseignant en histoire au lycée français de Bucarest, au début des années 1990, il a photographié durant deux ans la communauté juive, recueilli des témoignages et réalisé une exposition dans la capitale roumaine. *«Avant la guerre, il y avait 150 synagogues à Bucarest. Il n'en reste que 4. Je n'avais pas imaginé à quel point cette période de l'histoire était une amputation d'un peuple de toute une part de son identité»*, dit-il. Le processus de réappropriation de leur passé par les Roumains n'en est qu'à ses débuts.

ALAIN GUILLEMOLES

Des victimes par milliers

La Roumanie comptait 800000 juifs avant la guerre

La communauté juive de Roumanie ne se monte plus, aujourd'hui, qu'à 10 000 personnes.

D'abord neutre en 1939, la Roumanie a dû céder à l'URSS la Bukovine du nord et la Bessarabie en conséquence du pacte germano-soviétique. Après l'arrivée au pouvoir du général Ion Antonescu, en 1940, la Roumanie est passée du côté des nazis et a participé à la guerre contre l'URSS après 1941.

Elle a récupéré les territoires perdus où les juifs ont été massacrés. L'armée roumaine a participé à l'offensive allemande vers Odessa.

Le rapport Wiesel parle de 280000 à 380000 victimes. Entre 45000 et 60 000 juifs ont été tués en Bessarabie et Bukovine. Entre 105000 et 120000 sont morts lors de la déportation vers la Transnistrie, Plus encore ont trouvé la mort dans les territoires de l'Est conquis par l'armée roumaine. Les survivants ont émigré en masse vers Israël où vivent aujourd'hui 500000 descendants des juifs de Roumanie.

Un jour anniversaire marquant le début de la déportation des juifs a bien été créé, mais parallèlement, des propos négationnistes ne font l'objet d'aucune poursuite dans le pays.